

EN CE 25^e ANNIVERSAIRE de sa fondation, *Relations*, sous peine d'être accusée d'infidélité à ses origines, c'est-à-dire à l'École Sociale Populaire dont elle est issue, se devait de compléter son tableau général de la situation actuelle au Québec par une enquête sur les problèmes de la vie économique et sociale. D'où le présent numéro spécial, faisant suite à celui sur l'Église (février) et à celui sur la Famille (mai).

De la vie économique et sociale au Québec, nos collaborateurs — tous spécialistes, chacun en sa matière — scrutent, analysent et décrivent les principaux aspects. Je me permets simplement, en guise d'introduction à leurs travaux, de souligner deux ou trois caractéristiques de notre économie et de notre société, caractéristiques dont une revue comme *Relations* ne peut pas ne pas tenir compte.

1. *La société québécoise passe actuellement par une crise de transformations profondes, rapides, radicales.* De traditionnelle qu'elle était, surtout chez les Canadiens français, cette société devient de plus en plus industrielle. Depuis longtemps en cours, le processus de mutation s'accélère, multipliant les problèmes, rendant instable toute situation. La vie rurale et agricole en est la première bouleversée, non seulement parce que l'urbanisation y étend ses tentacules, mais encore parce que diverses formes de socialisation et d'industrialisation y frappent à la porte et semblent vouloir s'imposer comme des conditions indispensables du progrès.

A la ville, plus rapidement encore, une société se défait et une autre surgit. Tous les problèmes s'y posent à la fois, mais de façon si fluide qu'elle rend provisoire l'analyse de ces problèmes et précaire la solution qu'on serait tenté de leur donner. De nouvelles catégories sociales, par exemple, les fonctionnaires, font l'expérience du syndicalisme tandis que le Code du Travail, à peine adopté, appelle des retouches. Nous assistons à une recrudescence de grèves et de réclamations: la société québécoise vit par soubresauts, elle fait de la fièvre.

Devant pareille situation, beaucoup s'impatientent, d'autres s'inquiètent. Il faut, en l'occurrence, semble-t-il, se garder de critiques globales et de jugements définitifs. Partout où elle s'installe — elle est en train de conquérir le monde —, la société industrielle suscite des bouleversements de ce genre. L'important est que les hommes, au Québec, réussissent à en garder le contrôle et que se maintienne, pour l'animer de l'intérieur, l'héritage spirituel que nous a légué le passé.

2. Une deuxième caractéristique à signaler est *le manque d'originalité, d'autonomie et d'équilibre de la vie économique et sociale au Québec.* Non seulement elle s'alimente constamment d'emprunts à l'étranger, mais encore elle se révèle de plus en plus incapable de préserver son autonomie, c'est-à-dire de vivre par elle-même et pour elle-même. On vante beaucoup le développement économique du Québec, mais quels en sont les principaux responsables: des Québécois ou des étrangers? On prédit au Québec un brillant avenir économique, mais au profit de qui: des Québécois ou des étrangers? Il faut savoir le reconnaître: l'économie québécoise est une économie *domestiquée*, c'est-à-dire au service d'un maître qui n'est pas l'ensemble de la population du Québec. Elle forme d'innombrables domestiques, les uns, parfois, grassement payés, mais elle importe ses maîtres.

Cette situation apparaît d'autant plus grave du point de vue social que maîtres et domestiques au Québec ne parlent pas habituellement la même langue et que les premiers appartiennent à la minorité linguistique, et les seconds à la majorité. Bref, le problème social au Québec se double d'un problème national et il est malsain, voire socialement injuste, que les deux communautés linguistiques et culturelles du Québec ne jouissent pas des mêmes chances de développement et que tant d'inégalités subsistent pour les membres de l'une d'entre elles devant la vie, la faim, la maladie, l'éducation et la culture.

Si l'initiative privée — trop souvent d'origine étrangère — n'entreprend pas elle-même de redresser cette situation économique et sociale, il est inévitable que les Québécois se tournent vers l'État et exigent qu'il intervienne de plus en plus dans l'économie afin d'en reconquérir la maîtrise, de rétablir l'équilibre et de mieux répartir les richesses entre toutes les classes de la population québécoise.

3. Enfin, *dans cette société industrielle en voie de formation au Québec* — c'est la troisième caractéristique que je voudrais signaler —, *si le progrès technique et économique galope, le progrès social, humain, lui, marque le pas.* La technique et l'économie sont développées à une folle allure, mais le bien-être social et la libération spirituelle de l'homme québécois sont loin de connaître des progrès aussi spectaculaires. En dépit de tous les techniciens et de tous les planificateurs, des régions sous-développées subsistent toujours au Québec, des régions où le sort de l'homme n'est ni social, ni humain, c'est-à-dire ni digne de la société québécoise, ni propre à libérer l'esprit dans l'homme.

Bien plus, cette même société tolère dans ses grandes villes des zones de pauvreté qui sont autant de stigmates sur leur figure. A Montréal, par exemple, l'étude du Conseil du Travail de cette ville a dénombré 423,418 personnes, soit 38% de la population totale, vivant dans la misère ou dans un état de pauvreté ou de privation. Comment peut-on prétendre que la vie économique et sociale y soit vraiment saine, vraiment organisée, comme viennent de le demander les évêques du Canada dans leur appel de la Fête du Travail, à combattre la pauvreté sur tous les fronts en utilisant « les vastes ressources naturelles et le potentiel technique que nous possédons »?

De même, il est évident que, comparé aux progrès de la technique et de l'économie, le progrès véritablement humain, c'est-à-dire libérateur des énergies spirituelles et créatrices, de l'homme québécois au travail demeure considérablement en retard. A l'économie québécoise certainement s'applique cette phrase de Vatican II dans la constitution pastorale *Gaudium et Spes* sur l'Église dans le monde de ce temps: « Tandis qu'un petit nombre d'hommes disposent d'un très ample pouvoir de décision, beaucoup sont privés de presque toute possibilité d'initiative personnelle et de responsabilité. »

De ces brèves observations il découle que l'économie québécoise a encore beaucoup de progrès à faire pour qu'on la dise socialement juste et spirituellement libératrice. Dans la poursuite de ce double objectif de justice sociale et de libération spirituelle, tous les efforts des Québécois de bonne volonté devraient se conjuguer: à ce prix seulement, la société industrielle qui se bâtit au Québec sera une réussite humaine.

Richard ARÈS, S. J.

Le devoir de l'heure

DANS UNE SOCIÉTÉ qui fut longtemps du type rural et dans laquelle la charité s'exerçait discrètement entre parents ou entre voisins au sein de la paroisse, l'industrialisation et l'urbanisation rapides de ces dernières années créent des exigences déconcertantes. Membre d'une communauté humaine où les relations sociales sont devenues plus complexes, poussé par un mouvement de socialisation qui le force à collaborer au sein d'institutions qui ont encore peine à se définir, le chrétien doit retrouver l'esprit d'aventure des pionniers et s'engager dans des voies nouvelles. Les recherches sociologiques découvrent des phénomènes sociaux et particulièrement des formes de dépendance et de pauvreté difficiles à corriger et même à connaître. Le sens social doit être éveillé. La justice et la charité ne sont pas changées, mais on leur offre des manières de s'exercer qui ne sont pas traditionnelles, des terres vierges à découvrir, des œuvres différentes à réaliser.

Le message que les Évêques du Canada adressaient à notre peuple à l'occasion de la fête du travail invite une nation déjà fière de sa puissance économique à ouvrir les yeux sur un fait dont elle devrait rougir: malgré ses immenses ressources et quelques très grandes fortunes, une forte proportion de ses enfants manquent du nécessaire. Il est donc urgent de prendre des mesures efficaces pour faire marcher la distribution des biens de pair avec le progrès dans la production et rendre plus facile aux économiquement faibles et aux déficients l'accès à un minimum d'aisance.

Toutefois, les préoccupations que fait naître la mise en œuvre d'une organisation sociale susceptible d'assurer à chacun sa juste part ne doit pas

nous absorber au point que nous refusions de voir plus loin que nos frontières. Les motifs que nous avons de mieux exploiter notre domaine sont sans doute urgents; mais nous n'avons pas le droit de nous boucher les yeux devant l'état tragique où se débattent d'autres pays. Le peu que possèdent nos pauvres représente une somme de biens dont n'osent même pas rêver les millions d'hommes du Tiers-monde. Les ressources dont l'abondance nous gêne parfois manquent chez eux au point que le marasme économique ou la disette sévissent à l'état endémique; ils attendent encore les hommes, les méthodes, les instruments indispensables à leur essor économique et social. On ne nous demande pas de démolir notre maison pour construire celle du voisin, mais d'avoir assez de prudence et de charité pour aider nos frères des autres pays à se tirer d'affaire sans négliger pour autant de mettre les choses en ordre chez nous. Dans la Constitution sur l'Église et le monde d'aujourd'hui (par. 88), le Concile Vatican II ne s'adresse-t-il pas aux pays comme le nôtre quand il dit: « Les chrétiens collaboreront de bon gré et de grand cœur à la construction de l'ordre international qui doit se faire dans un respect sincère des libertés légitimes et dans l'amicale fraternité de tous. Ils le feront d'autant plus volontiers que la plus grande partie du globe souffre d'une telle misère que le Christ lui-même, dans la personne des pauvres, réclame comme à haute voix la charité de ses disciples. »

Nous sommes une nation encore jeune, mais adulte. Les points d'interrogation que posent ici les problèmes inhérents à la survivance ethnique, au progrès économique, à la conception chrétienne de la vie moderne, tout cela ne doit pas nous absorber au point de nous refermer sur nous-mêmes comme un peuple qui vient de naître et qui ne s'est pas encore dégagé de ses langes. Notre foi doit être assez éclairée et notre organisation sociale assez forte pour que nous prenions place dans la communauté humaine parmi ceux qui entraînent les autres et les aident à porter un fardeau lourd, et non parmi ceux qui se contentent de les regarder passer et de les plaindre.

Comme chrétiens, nous sommes citoyens du monde: nous devons accepter le beau risque d'éveiller hardiment en nous ce que Vatican II appelle « la conscience d'une solidarité et d'une responsabilité vraiment mondiales. »

+ v. C. d. R. G. d. d. d. d.

Le Québec, société urbanisée

Gérald FORTIN *

B IEN QUE nous ayons longtemps tenté de le nier collectivement, le Québec est depuis longtemps une société urbanisée. Déjà en 1930, la majorité de la population du Québec habitait des centres urbains. Depuis cette date le rythme du processus n'a fait que s'accroître, et le pourcentage de population dite urbaine dans les derniers recensements traduit assez mal la situation réelle du phénomène. Au Québec comme dans tous les pays hautement développés, la notion même de « rural » semble perdre toute signification. Les sociétés modernes post-industrielles sont des sociétés totalement urbaines où même l'agriculture cesse d'être rurale au sens traditionnel du terme.

Bien qu'il y ait une correspondance très grande entre l'urbanisation et l'industrialisation, il s'agit là de deux phénomènes distincts qui sont loin de coïncider complètement. En fait, dans les trois phases qui ont marqué l'urbanisation de la province de Québec, une seule correspond directement au processus d'industrialisation et de création d'entreprises manufacturières.

Les villes administratives

L'urbanisation pré-industrielle s'est accomplie par suite de la concentration des services administratifs et des services commerciaux. Cette urbanisation a donné lieu à des villes de dimensions assez restreintes où se concentraient les centres d'administration religieuse, judiciaire, médicale et gouvernementale. On retrouvait aussi dans ces centres les commerces de gros et les ateliers d'artisanat spécialisés. Ces centres urbains dominaient une région agricole et rurale plus ou moins considérable et servaient à organiser les grands moments de la vie des individus de ces régions. Même dans notre société rurale pré-industrielle, les villes ont joué un grand rôle comme foyers d'organisation et de structuration de notre société. Sans doute les contacts des individus avec ces centres urbains étaient-ils peu nombreux. L'influence de la ville sur la population rurale s'exerçait surtout par l'intermédiaire des élites locales: curé, notaire, organisateurs politiques, agents des terres, commerçants, etc.

En insistant sur la paroisse et sur son auto-suffisance, nos penseurs et même nos sociologues ont trop négligé ce rôle de coordination et de structuration qu'ont joué les petites villes dans le Québec rural traditionnel. Sans doute ces petites villes ressemblaient-elles à de gros villages et pour autant restaient similaires en partie au milieu rural. Elles participaient cependant aussi dès le début du siècle à la vie des métropoles de Québec et de Montréal et devenaient une sorte de relai entre les foyers métropolitains de création innovatrice et le milieu rural plus stable ou plus pratique. Nous savons malheureusement très peu de choses sur ces métropoles et ces petites villes du début du siècle et de notre ère pré-industrielle. Afin de comprendre les phénomènes de la troisième phase d'urbanisation dont nous

* M. Gérald FORTIN, directeur du Département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Laval.

parlerons plus bas, il est essentiel que nous nous attachions à redécouvrir ce premier contexte urbain.

Les villes industrielles

Avec l'industrialisation, l'urbanisation devait prendre un caractère plus spectaculaire et plus rapide. L'une après l'autre ont surgi les villes du coton, les villes du papier, les villes minières, les villes de l'électricité, chacune drainant de la campagne environnante une population considérable.

L'urbanisation signifiait alors changement drastique aussi bien dans le lieu d'habitation que dans le genre d'occupation et le mode de vie. De foyer d'organisation, la ville devenait « mangeuse d'hommes », destructrice de valeurs, perturbatrice de l'ordre économique. Le phénomène apparaissait d'autant plus menaçant que Montréal comme pôle industriel devait absorber trop vite une population de plus en plus considérable. Entassement, logements insalubres, chômage cyclique venaient se rajouter à l'adaptation difficile à un nouveau métier et à de nouvelles formes de relations sociales impliquées par l'industrialisation aussi bien que par l'anonymat de la grande ville. C'est aussi là cependant que se préparaient les nouvelles forces vives de notre société. C'est dans ces villes que s'élaboraient nos syndicats, nos universités et, de façon générale, une nouvelle élite qui à partir de 1950 redéfinissait notre société comme industrielle et moderne plutôt que rurale.

Les villes-régions

Le développement industriel devait produire comme conséquence un développement considérable de la consommation. Creusets de la production, les villes québécoises sont devenues les foyers de la consommation. Et ceci, même dans les régions où l'industrialisation a encore très peu pénétré. Les centres administratifs de la période pré-industrielle sont devenus des centres de consommation de biens et de services. Toutes les activités commerciales, de loisir, de culture, de bien-être se sont concentrées dans les centres urbains des différentes régions.

Il ne s'agit pas là simplement d'une intensification du processus qui existait dans la période pré-industrielle. Contrairement à ce qui se passait au début du siècle, le centre urbain régional agit directement sur les individus de la région sans passer par la médiation des élites locales. Dans le Québec du début du siècle, la ville avait très peu de présence dans la conscience individuelle et dans la vie quotidienne des familles et des individus. En 1966, le centre urbain régional a plus d'importance immédiate et personnelle pour les individus et la famille que la paroisse ou la municipalité rurale. D'une certaine façon, le centre régional a plus de signification pour les habitants d'une municipalité rurale située à 40 milles, que la rue Sainte-Catherine pour un habitant de Rosemont ou de l'Île Jésus. La région elle-même est devenue une immense ville dont le centre urbain constitue le cœur, et les différentes municipalités, les quartiers.